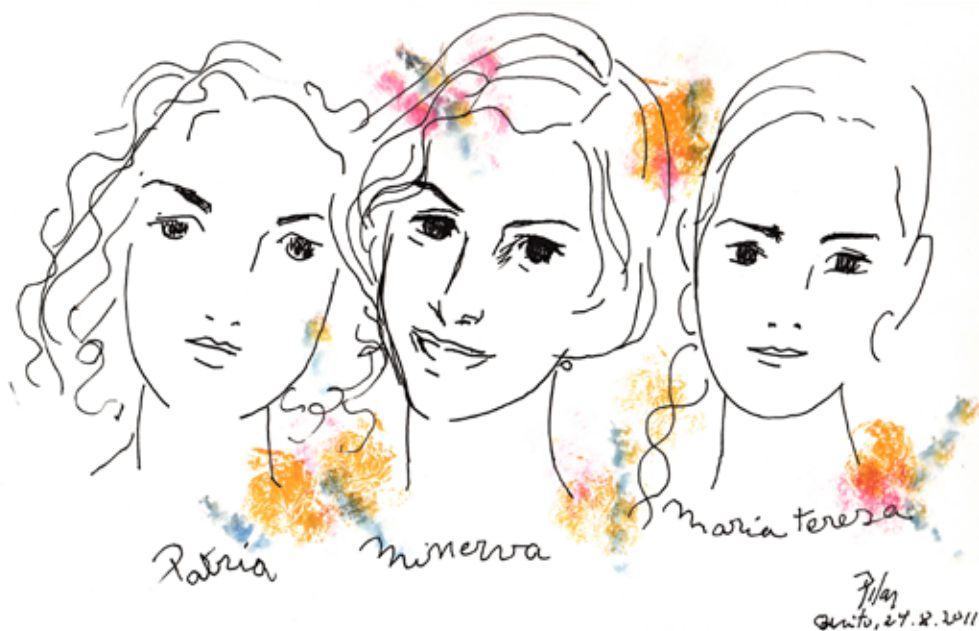




Le leadership politique des femmes: plan d'action pour les Amériques

*Saint-Domingue, République dominicaine
30 juin et 1er juillet 2011*



**Groupe des femmes parlementaires
Forum interparlementaire des Amériques- FIPA**



Foro Interparlamentario de las Américas
Fórum Interparlamentar das Américas



Inter-Parliamentary Forum of the Americas
Forum interparlementaire des Amériques

Groupe des femmes parlementaires

*Saint-Domingue, République dominicaine
30 juin et 1er juillet 2011*

Foro Interparlamentario de las Américas
Forum Interparlementaire des Amériques



Inter-Parliamentary Forum of the Americas
Forum interparlementaire des Amériques



GRUPO PARLAMENTARIO
POR LOS DERECHOS
DE LAS MUJERES
E C U A D O R



CÁMARA DE DIPUTADOS
REPÚBLICA DOMINICANA



República
Dominicana

Linda Machuca Moscoso

PRÉSIDENTE DU GROUPE DES FEMMES PARLEMENTAIRES DES AMÉRIQUES - FIPA

Edition : Eufemia Sánchez Borja

Rédaction du compte-rendu : Santiago Argüello Mejía

Entretiens : Belén Parra

Conception et réalisation:



©Forum interparlementaire des Amériques

Avertissement :

Ce document synthétise les interventions des exposantes et répond aux critères des législatrices et des législateurs qui ont participé à son élaboration, ainsi qu'à celui des observatrices et des observateurs qui ont assisté à l'événement. Mais il ne reflète pas nécessairement les vues du Forum interparlementaire des Amériques - FIPA.

FIPA

500 – 165 SPARKS ST.

OTTAWA, ONTARIO K1P 5B9

Canada

Tel : + 1-613-594-3772

Fax/Telef. : + 1-613-594-4766

Courriel : info@e-fipa.org

Groupe des femmes Parlementaires-FIPA

Av. 6 de Diciembre y Piedrahita. 7mo piso.

Edif. Asamblea Nacional Ecuador

Courriel : grupofipa@gmail.com



INDICE

I. REMERCIEMENTS	13
II. PRÉSENTATION INSTITUTIONNELLE DU GROUPE DES FEMMES PARLEMENTAIRES	14
III. PROGRAMME DE LA RENCONTRE	20
IV. DISCOURS DE BIENVENUE DE LA PRÉSIDENTE DU GROUPE DES FEMMES PARLEMENTAIRES, LINDA MACHUCA MOSCOSO, MEMBRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.	24
V. SYNTHÈSE DES INTERVENTIONS	31
Minou Tavárez Mirabal, République dominicaine	
Almas Jiwani, Canada	
Liz Meléndez, Pérou	
Milagros Ortíz Bosch, République dominicaine	
Lourdes Contreras , République dominicaine	
Mar García, Espagne	
María Paula Romo , Equateur	
Evangelina García Prince , Venezuela	
Edmonde Beauzile, Haïti	
Table ronde « L'expérience d'Haïti lors des dernières élections : le cas des politiciennes »	
Avec la participation de la sénatrice : Edmonde Supplice Beauzile.	
Des Députées d'Haïti : Marie Jossie Etienne, Guerda Benjamin Bellevue, Ruffine Labbé, Ogligne Pierre et Marie Denise Bernadeau.	
VI. EXTRAITS D'ENTRETIENS SUR LE FIPA ET SUR LA RENCONTRE «LEADERSHIP POLITIQUE DE LA FEMME : PLAN D'ACTION POUR LES AMÉRIQUES»	71
VII. MANIFESTE EN FAVEUR D'HAÏTI	81
VIII. PLAN D'ACTION	85
IX. LISTE DES FEMMES ET DES HOMMES PARLEMENTAIRES PARTICIPANTS	89



Photo officielle de la réunion

«Leadership et émancipation politique des femmes: plan d'action pour les Amériques.»

30 juin 2011, Hall de la Chambre des députés.



I. REMERCIEMENTS

A toutes les institutions qui ont permis que la rencontre « **Leadership politique de la femme : Plan d'action pour les Amériques** » ait lieu, à l'Agence canadienne de développement international (ACDI), à ONU Femmes et à ses représentants en Equateur, en République dominicaine et en Haïti ; à la Chambre des Députés de la République dominicaine, au Groupe parlementaire pour les droits des Femmes de l'Assemblée nationale d'Equateur, au ministère du Tourisme de la République dominicaine, au Programme des Nations Unies pour le Développement PNUD – de la République dominicaine, à l'ambassade de l'Equateur en République dominicaine et à la Banque Promérica de ce même pays.

Nous remercions également l'équipe du FIPA formée par Eufemia Sánchez, Viviane Rossini, Gina Hill et Stella Garcia ainsi que le président du FIPA – le député Randy Hoback du Canada - et son équipe, pour le soutien qu'ils nous ont fourni à travers leur message diffusé en vidéo.

Il faut également souligner le travail de l'équipe de l'Equateur, formée par Linda Machuca, Membre de l'Assemblée nationale et Présidente du Groupe des femmes parlementaires du FIPA, Santiago Argüello et Belén Parra.

Enfin, nous voulons remercier les fonctionnaires de la Chambre des Députés de la République dominicaine pour leur soutien, notamment Silvana Romero et Olivia Betancourt, ainsi que leurs équipes de travail respectives.

II. PRESENTATION INSTITUTIONNELLE

Le **Forum interparlementaire des Amériques (FIPA)**, qui, à partir de septembre 2011 sera remplacé par **ParlAmericas**, est un réseau indépendant composé des assemblées nationales des 35 pays membres de l'Organisation des États américains (OEA).

Les membres du **FIPA-ParlAmericas** s'engagent à promouvoir la participation parlementaire dans le système interaméricain et à entamer un dialogue interparlementaire pour traiter les questions importantes au niveau hémisphérique. Ainsi FIPA-**ParlAmericas** promeut l'échange d'expériences et de meilleures pratiques, renforce le rôle des corps législatifs dans le développement démocratique, et favorise l'harmonisation de la législation et de l'intégration hémisphérique en tant qu'instruments de développement durable et harmonieux dans la région.

Le **FIPA** a été créé en 2001 lors de l'Assemblée inaugurale organisée par le Parlement du Canada à Ottawa. Durant cette réunion, les parlementaires de 26 pays de l'hémisphère ont discuté de divers aspects relatifs à l'organisation et aux mécanismes de fonctionnement du FIPA. En outre, ils ont analysé différentes questions d'intérêt commun et ont convenu de plusieurs recommandations dont ils ont fait part aux chefs de gouvernements qui participaient au Sommet des Amériques, à Québec.

Durant les séances plénières du FIPA, les parlementaires des Amériques débattent sur d'importantes questions hémisphériques, telles que le rôle des femmes dans les corps législatifs, le rôle des législateurs dans l'amélioration de la sécurité dans les Amériques, les défis et les possibilités d'intégration continentale, et le développement économique régional. Les objectifs du **FIPA qui seront conservés par ParlAmericas sont les suivants :**



- Contribuer à l'élaboration d'un dialogue interparlementaire dans le traitement des questions du programme de l'hémisphère.
- Accroître le partage d'expériences, le dialogue et la coopération interparlementaire sur les questions d'intérêt commun des Etats.
- Contribuer au renforcement du rôle du Parlement dans la démocratie, promouvoir et défendre la démocratie et les droits humains.
- Promouvoir l'harmonisation de la législation et le développement législatif entre les États membres.
- Contribuer au processus d'intégration en tant qu'instrument approprié pour parvenir à un développement durable et harmonieux de l'hémisphère.

Ces objectifs font partie du projet *Renforcement du rôle des parlements dans les gouvernements démocratiques et dans le développement durable des Amériques*, financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), dont le soutien est crucial pour le renforcement institutionnel de FIPA-ParlAmericas.

Chaque année, l'Assemblée plénière élit le président de la réunion et établit des groupes de travail. Dans ce contexte, nous avons créé des groupes axés sur des questions revêtant une importance particulière ou représentant une urgence pour l'hémisphère. Précisément à cause de cette importance, le Groupe permanent des Femmes parlementaires a été formé et a organisé l'événement « **Leadership politique de la femme : Plan d'action pour les Amériques** » ; il est également responsable de cette publication, sous la présidence actuelle de Linda Machuca, qui est membre de l'Assemblée nationale d'Equateur.

GRUPE DE FEMMES PARLEMENTAIRES

Le Groupe des femmes parlementaires se réunit régulièrement depuis 2003, ces réunions peuvent prendre la forme de rencontres ou de séminaires de formation.

Après avoir assumé la présidence du Groupe des femmes parlementaires en novembre 2009, lors de la Ve réunion du Comité exécutif du FIPA, à Ottawa, Linda Machuca Moscoso, membre de l'Assemblée nationale équatorienne, a organisé deux rencontres internationales destinées aux 35 pays membres et a créé des plateformes de travail et d'autres projets futurs à développer entre les parlementaires. La première réunion tenue était « Les femmes au pouvoir : les grands défis du XXI^e siècle », réalisée les 12 et 13 août 2010 dans la ville de Quito, avec la participation de 44 parlementaires venant de 17 pays des Amériques.

Depuis 2011, les rencontres du Groupe des femmes parlementaires visent à devenir des réunions de formation. Celle du 30 juin et du 1^{er} juillet 2011, intitulée « **Leadership politique de la femme : Plan d'action pour les Amériques** » a connu un précédent qui fut la 24^e Réunion du Comité exécutif du FIPA, à Curitiba, au Brésil (février 2011), lors de laquelle, sur la base des conclusions de la réunion de Quito, il a été proposé que la réunion du Groupe ne soit pas un événement annuel, mais un événement qui favorise les capacités des participantes et qui se tienne, si possible, dans un pays des Caraïbes.

La décision de travailler dans les Caraïbes découle de deux objectifs principaux, à savoir : promouvoir l'intégration continue des femmes parlementaires des îles des Caraïbes aux travaux du Groupe des femmes parlementaires et aux activités du FIPA, et collaborer de manière symbolique mais emblématique à la reconstruction d'Haïti. En ce sens, nous avons décidé que la réunion du Groupe des femmes parlementaires aurait lieu dans la République dominicaine qui a accueilli l'événement appelé « **Leadership politique de la femme : Plan d'action pour les Amériques** »,



qui s'est avéré un succès au niveau qualitatif et quantitatif.

Au niveau quantitatif, de par la représentation d'environ 80 femmes parlementaires et de quelques hommes parlementaires originaires de 14 pays ; il faut souligner que toutes les femmes parlementaires d'Haïti y ont assisté ainsi que la quasi-totalité des parlementaires de la Chambre des Députés du pays hôte, outre la présence de certains hommes parlementaires qui ont exprimé leur conviction que le travail des femmes n'est pas seulement un devoir pour elles, mais une responsabilité commune.

Au niveau qualitatif, le succès de l'événement a été reflété par le niveau élevé de 9 intervenantes venues de 7 pays différents, des académiciennes et politiciennes avisées de la situation actuelle des femmes dans la politique de l'hémisphère, qui ont partagé leur expérience et leur expertise avec les femmes parlementaires, créant ainsi un espace d'échange au cours des longues discussions qui ont eu lieu après les présentations. Il est à noter qu'à la suite de la réunion, beaucoup de femmes parlementaires nous ont exprimé leur satisfaction verbalement et par écrit.

Ainsi, « **Leadership politique de la femme : Plan d'action pour les Amériques** », fut un espace de discussion qui a réuni environ 100 femmes et hommes - entre parlementaires, expertes et observatrices, et observateurs – des pays de Amérique, où ils ont eu l'occasion de discuter de thèmes importants, tels que le leadership et l'autonomisation des femmes en politique, les migrations et les afro descendants, les défis d'un système démocratique, en vue de garantir l'égalité des sexes dans la participation politique et la situation politique des femmes dans les Caraïbes.

Ces axes ont été abordés à partir de points de vue différents, en se concentrant toujours sur la quête de la véritable égalité, pour laquelle - selon les approches des intervenantes elles-mêmes - dans l'arène politique, il faut vaincre la surreprésentation masculine dans les parlements, assumer la perspective de genre comme un exercice de responsabilité inéluctable, chercher à mettre en œuvre des réformes gouvernementales qui

encouragent les élus à s'engager à une application plus effective de l'égalité des sexes. Nous ne devons pas perdre de vue les services aux femmes qui représentent la moitié de l'univers électoral.

Du point de vue politique, les approches sur l'égalité étaient axées sur la recherche d'une démocratie plurielle, interculturelle, avec la reconnaissance de l'autre et des transformations visant à la redistribution du pouvoir et des richesses. Il a également été suggéré de compléter l'idée d'égalité avec l'idée de démocratie, car le pouvoir qui s'accumule n'est pas suffisant pour éliminer la discrimination fondée sur le sexe, de même qu'il ne suffit pas d'avoir une représentation féminine, car il faut valoriser la qualité de cette représentation. La question importante n'est pas seulement combien mais aussi comment, car la seule présence des femmes n'améliore pas la situation de leurs pairs.

Du point de vue économique, il a été souligné que les mesures législatives doivent être orientées pour parvenir à l'idéal d'émancipation économique des femmes et atteindre l'égalité des revenus entre les hommes et les femmes. Du point de vue théorique, il faut repenser le contenu d'une véritable égalité et son impact pratique.

Pour le Groupe des femmes parlementaires des Amériques, c'est un plaisir de mettre entre les mains des lecteurs et des lectrices un compte-rendu qui réunisse les présentations des académiciennes et des politiciennes qui ont accompagné cet événement, et de leur donner une idée des discussions qui ont été soulevées dans les débats qui ont été enrichi par la participation des femmes parlementaires, dont la voix et l'expérience nous ont permis d'élaborer le présent document.

Outre la synthèse des présentations, nous présentons à la fin deux annexes qui sont le fruit des discussions et des échanges entre les participants à l'événement. Le premier est le Plan d'action, fruit du travail de tous les représentants parlementaires, qui est divisé en quatre thèmes principaux qui sont les suivants : le programme politique, le programme



législatif, le programme de formation et le programme de communication. Le second document présenté, est un manifeste qui est le résultat de la prise de conscience qui a eu lieu à la suite des interventions des parlementaires haïtiennes lors de la Table ronde nommée « L'expérience d'Haïti aux dernières élections : le cas des politiciennes ».

Ci-dessous nous vous présentons le programme de travail des journées du 30 juin et du 1er juillet 2011 et vous trouverez ensuite la synthèse de chacune des interventions.

III. AGENDA DEL EVENTO

Le Jeudi 30 Juin

8h00	Rencontre dans le hall de l'hôtel pour se rendre au siège de la Chambre des Députés
8h30 - 9h00	Inscription des participants (es) – entrée de la Assemblée National
9h00 - 10h00	Cérémonie d'ouverture 1. Mot de bienvenue du Dr. Abel Martínez Président de la Chambre des Députés de la République dominicaine 2. Salutations de Randy Hoback Président du Forum interparlementaire de las Américas et Membre du Parlement du Canada 3. Salutations de Magda Rodríguez Présidente de la Commission permanente de l'égalité des genres et membre de la Chambre des Députés de la République dominicaine 4. Discours d'ouverture de Linda Machuca Membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur et présidente du Groupe des femmes parlementaires des Amériques
10h00 - 10h30	Pause-café
10h30 - 11h00	1re PANEL - LEADERSHIP ET ÉMANCIPATION POLITIQUE 1re présentation – “Programme de prise de position pour les politiciennes” Dr. Minou Tavarez Miraval Membre de la Chambre des Députés de la République dominicaine
11h00 - 11h30	2e présentation – “L'autonomisation économique des femmes et le rôle des parlementaires”. Dre. Almas Jiwani Présidente de l'ONU Femmes au Canada



Modératrice du panel : Mónica Zalaquett

Députée du Chili

11h30 - 12h30

Discussion

12h30 - 13h30

Retour à l'hôtel et dîner

Hôtel intercontinental – salle Gran Caribe

14h00 - 14h30

**2e PANEL – LEADERSHIP ET ÉMANCIPATION POLITIQUE
(2e partie)**

3e présentation – “L'évolution du leadership politique et des droits des femmes face à un accès réduit à l'égalité réelle. Où est l'autonomie? Un point de vue sud-américain”.

Liz Meléndez

Coordonnatrice nationale du CLADEM

Peruvian Flora Tristan Women's Centre - Pérou

14h30 - 15h00

4e présentation – “Renforcement du pouvoir : point de vue d'une politicienne ”

Dra. Milagros Ortiz Bosch

Ancienne vice-présidente, secrétaire d'Éducation de la République dominicaine, professeur à l'Université Pedro Henríquez Ureña et Avocat

Modératrice du panel : Norma Esparza

Sénatrice du Mexique

15h00 - 16h30

Discussion

16h30 - 17h00

Pause-café

17h00 - 17h30

5e présentation “Défis liés au programme des femmes : des droits décrétés aux droits appliqués grâce à l'action politique ”

Lic. Lourdes Contreras

Directrice exécutive du Centre d'études de genre –
Université INTEC,
République dominicaine

17h30 - 18h00

3e PANEL – MIGRATION ET AFRO-DESCENDANTS

6e présentation – “Bienveillance et migration : un domaine

d'intervention stratégique pour l'égalité et son renforcement dans la région "

Mar García

Coordonnatrice de programme de l'ONU Femmes de la République dominicaine

Modératrice du panel : Linda Machuca

Membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur

18h00 - 19h30 Discussion

20h30 Souper de bienvenue
Hôtel intercontinental – salle Santa María
Ballet folklorique – Vice Ministerio de Turismo
Trío de Trovadores

Le Vendredi 1er Juillet

08h30 - 09h00 *Hôtel intercontinental – salle de réunion Gran Caribe*
4e PANEL – DÉFIS SUR L'ÉGALITÉ DES GENRES ET LA PARTICIPATION POLITIQUE DANS LE SYSTÈME DÉMOCRATIQUE

7e présentation – "L'égalité et le programme des femmes dans le pouvoir législatif "

María Paula Romo

Coordonnatrice du Groupe parlementaire pour les droits de la femme

Membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur

09h00 - 09h30 **8e présentation** – "Aspects à considérer dans une stratégie axée sur le renforcement du pouvoir des politiciennes "

Evangelina García Prince

Ancienne sénatrice et ancienne ministre du Venezuela

Modératrice du panel : Magda Rodríguez

Députée de la République dominicaine

09h30 - 11h00 Discussion

11h00 - 11h30 Pause-café



11h30 - 12h30 **5e PANEL – LA SITUATION DES POLITIENNES DANS LES CARAÏBES**

9e présentation - "Les embûches à surmonter pour accroître la participation des femmes dans des activités politiques en Haïti dans un contexte socio économique instable"

Edmonde Beazile

Sénatrice du Haïti

Modératrice du panel : « L'expérience haïtienne aux récentes élections : le cas des politiciennes »

12h30 - 13h00 Discussion – délégués (es) et parlementaires haïtiens (nes)
13h00 - 14h00 Dîner
14h00 - 15h30 Conclusions, document final et engagements
15h30 Visite guidée de la ville

IV. DISCOURS DE BIENVENUE

« Leadership politique de la femme : Plan d'action pour les Amériques »

Saint Domingue, le 30 juin et 1er juillet

Linda Machuca Moscoso
**Membre de l'Assemblée
nationale d'Équateur**
**Présidente du Groupe
des femmes
Parlementaires du FIPA**



Honorable Député Abel Martínez Durán, Présidente de la Chambre des Députés de la République dominicaine, distinguée Milagros Ortiz Bosch, ex présidente de la République dominicaine.

Honorable députée, Lucía Medina, Vice-présidente de la Chambre des députés.

Distinguée Amaia Pérez, Coordinatrice du Centre d'entraînement d'ONU Femmes en République dominicaine et Représentante spéciale de Mme Michelle Bachelet, Directrice exécutive d'ONU Femmes.

Honorable Amarilis Santana, Présidente de la Commission équité et genre du Sénat de la République dominicaine.

Honorable Magda Rodríguez, Présidente de la Commission d'égalité des genres, Chambre des députés de la République dominicaine.

Législatrices et législateurs des Amériques, mesdames et messieurs.



En 1929, l'écrivain anglais Virginia Woolf a donné devant un groupe de femmes une conférence qui marquera un jalon dans l'histoire du féminisme. La conférence portait le titre évocateur de « une chambre à soi ». Dans ce document, Virginia Woolf soulignait l'importance d'avoir un espace indépendant, unique, un petit paradis pour la création, surtout, disait-elle, si une femme veut écrire des romans. Bien qu'elle fit principalement allusion à l'écriture littéraire, ce concept ne s'appliquait pas seulement à l'art. Dans ses mots, dans la force de sa pensée lucide, il y avait autre chose : cette « chambre à soi » dont elle parlait était une sorte de proclamation symbolique, un exercice de conscience politique profonde, une conquête individuelle.

J'interprète ses paroles du point de vue de l'exercice politique et non pas artistique, car Hannah Arendt voyait déjà la « polis grecque comme l'exemple parfait de l'espace des égaux », dans lequel tout le monde utilisait un langage commun et avait la possibilité de faire entendre sa voix.

Aujourd'hui, quatre-vingts et quelques années plus tard, nous nous réunissons ici dans la chaleur de la République dominicaine pour ratifier le fait que nous, les femmes, après une lutte dans laquelle des milliers nous ont précédées, nous avons déjà conquis notre propre « chambre ». Chacune d'entre nous, collègues parlementaires, représente une étape supplémentaire dans cette voie d'autonomisation, un roc solide sur lequel construire la démocratie. Et cette condition, plutôt que d'être une déclaration nécessaire, constitue une évidence lumineuse.

La politique, en tant qu'exercice visant le bien-être social, doit être ratifiée par le biais de l'exercice parlementaire en une action qui transcende le discours. Par conséquent, nous réunir, ici et maintenant, a un sens. Dans chacune des expositions, dans la voix de chacun d'entre vous, femmes et hommes, qui participez à ces journées, se trouve la raison d'être de la politique, de cette rencontre particulière de formation et d'échange d'expériences qui nous redonnera une nouvelle énergie.

La réunion que nous avons appelée « **Leadership politique de la femme : Plan d'action pour les Amériques** » possède trois objectifs. Le premier, **renforcer** la participation politique des femmes parlementaires, à travers l'expérience participative d'autres femmes impliquées dans l'exercice de la politique et / ou académique (en mettant un accent spécial sur la région des Caraïbes), le second, comprendre les enjeux des systèmes démocratiques en place pour assurer une participation significative des femmes dans la construction de la législation et des politiques publiques nationales. Car un des défis qui se dessine au sein de nos systèmes est la participation égalitaire, selon une vision du monde à travers les données statistiques, mais non seulement une participation qui augmente en nombre, mais aussi en qualité ; qui aide à construire un ordre social plus fraternel et plus équitable, loin du pouvoir patriarcal.

Savoir qu'avec une femme parlementaire, on peut compter sur un travail accompli en faveur de la justice sociale qui implique un profond changement vers l'égalité des hommes et des femmes.

Enfin, le troisième objectif est **d'établir** des liens géographiques stratégiques pour créer des réseaux de travail commun basés sur des objectifs régionaux qui répondent aux mandats des peuples et des groupes spécifiques que nous représentons.

Pour atteindre ces trois objectifs, nous avons formé des panels de travail constitués chacun de deux représentantes ayant une expérience dans les domaines politique et académique. Le **panel « Leadership et autonomisation politique »**, avec la participation de la députée dominicaine Minou Tavaréz Mirabal et de la spécialiste canadienne Almas Jiwani ; puis nous poursuivrons avec les interventions de Liz Melendez du Pérou et nous concluons sur la voix et l'expertise de Milagros Ortiz Bosch.

Le deuxième panel, « **Migration et afro descendance** » avec l'intervention de Maria del Mar García d'Espagne, sera suivi par le panel « **Les défis du système démocratique dans l'équité des genres au sein de la**



participation politique », formé par les académiciennes Lourdes Contreras, María Paula Romo membre de l'Assemblée nationale équatorienne, et l'ancienne sénatrice vénézuélienne, Evangelina Garcia-Prince.

Le panel de clôture, consacré à la « **Situation des politiciennes dans les Caraïbes** » nous enrichira grâce à l'intervention de la sénatrice haïtienne Edmonde Supplice Beauzile et ensuite avec la table ronde pour le dialogue entre six parlementaires d'Haïti.

Je tiens à souligner que nous avons entrepris l'effort de réaliser l'événement à Saint Domingue pour la valeur symbolique que possède cet endroit dans la lutte des femmes, pour les femmes et en hommage aux héroïnes Mirabal. Une autre raison de même poids pour expliquer notre présence en République dominicaine est que, après notre dernière réunion du Groupe des femmes parlementaires à Quito, nous avons identifié le besoin d'avoir un espace pour traiter les sujets d'intérêt particulier des parlementaires des Caraïbes. Pour ces raisons et pour d'autres motifs pertinents, nous avons pris la ferme décision d'établir des liens de fraternité avec les peuples d'Amérique centrale et en particulier des Caraïbes, en signe d'engagement envers les résultats de la dernière réunion.

Les vicissitudes de nos propres histoires et la distance géographique nous ont éloignées, mais à présent nous sommes en mesure de nous rapprocher, d'établir des accords, des engagements, des projets et de créer un plan d'action sur ce que sera notre travail à partir de ces rencontres.

Le dialogue entre les nations doit avoir cet effet, car il ne s'agit pas seulement de cérémonies protocolaires mais surtout d'accords pour des actions concrètes qui profitent à la qualité de vie de nos peuples victimes parfois des plus terribles catastrophes, comme le peuple haïtien à qui, de l'Equateur, et au nom de tous et de toutes les participantes, j'adresse notre salut solidaire.

Ici, je dois aussi souligner que lors de la conception de cette réunion de formation, mais surtout de fraternité, nous avons pensé convoquer tous les parlementaires d'Haïti, dont la présence rehausse l'événement et nous permet de soutenir ce pays frère et de lui offrir une aide à la reconstruction symbolique, par le biais d'outils pour l'émancipation politique, le leadership et le développement de l'emploi dans ce pays.

Je tiens à remercier toutes les institutions et les personnes qui ont aidé à rendre cet événement possible. La République dominicaine pour son hospitalité fraternelle, comme en témoigne le fort soutien de la Chambre des députés, représentée par son président, M. Abel Martínez Durán, le gouvernement du Canada par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI); l'Assemblée nationale de l'Equateur, en particulier le Groupe parlementaire pour les droits de la femme ; ONU Femmes et ses représentants en Equateur ; la République dominicaine et Haïti, et le Programme des Nations Unies pour le Développement PNUD en République dominicaine ; le ministère du Tourisme du pays hôte ; la banque Promérica, représentée par Hampton Castillo, et l'ambassade de l'Equateur en République dominicaine, pour son importante collaboration et son soutien solidaire. Bien sûr nous remercions également le FIPA, en transition vers ParlAmericas, pour soutenir les travaux en cours du Groupe des femmes parlementaires. A toutes les institutions et aux personnes qui en font partie nous exprimons notre reconnaissance.

Je vous invite maintenant, chères parlementaires, à ratifier notre engagement envers les autres femmes, celles qui n'ont pas de voix, celles qui, jour après jour, construisent un monde meilleur, celles qui luttent pour la justice, le bien-être et une vie meilleure. Celles dont la voix n'est pas entendue, mais dont l'écho est en nous. Rappelez-vous, comme le dit une compatriote académicienne « les femmes élues ne doivent pas oublier que leur présence à un poste politique n'est pas un point de départ ou d'arrivée et que leur examen d'approbation par les autres femmes et par l'histoire, elles le passeront quand elles auront rempli leur mandat ». Par conséquent, pour les générations à venir, au nom desquelles nous sommes devenues



des sujets de droits sociaux et politiques, au nom desquelles une voie nous a été frayée pour devenir parlementaires, traçons un chemin plus facile à parcourir.

Avec ces mots, femmes et hommes parlementaires, observateurs qui nous accompagnent, je vous souhaite la bienvenue à cette réunion, et je souhaite qu'au cours de ces journées, tous ensemble, nous construisions notre propre chambre, et que nous parvenions à prendre ensemble le chemin de la véritable égalité et à créer un plan d'action pour les femmes, pour les peuples, pour les Amériques.

Je vous remercie.

Saint Domingue, le 30 juin 2011



V. Synthèse des interventions



*Cérémonie d'ouverture. Plénière de la Chambre des députés,
Saint-Domingue*



Minou Tavárez Mirabal

République dominicaine



Illustre fille de Minerva Mirabal. Le moment fort de sa carrière politique fut le poste de vice-ministre des Affaires étrangères, responsable de la politique étrangère, qu'elle a assumé de 1998 à 2000. Depuis 2002, elle est députée de la République dominicaine, élue pour la première fois en 2006, elle a été réélue pour un second mandat de 2010 à 2016.

Sa présentation est un manifeste énergique et cohérent et un appel en matière de responsabilité, d'unité et pour une nouvelle approche du programme politique des femmes : une vision introductive d'ensemble qui vaut la peine d'être présentée.

TOUT EST EN JEU

titre évocateur de sa présentation est « TOUT EST EN JEU » et elle a démontré de façon magistrale que les femmes sont loin d'être une minorité, et que nos dirigeants doivent briser notre propre autisme. Aller au-delà nous-mêmes, être plus larges et plus exigeantes.

Je ne me lasserai jamais de répéter, signale Minou, qu'il est temps que nos luttes pour l'équité soient livrées comme un combat lié à d'autres revendications sociales, politiques, économiques et écologiques. Et qu'elles deviennent visibles en tant que telles, car pour régler la question de la citoyenneté nous devons la comprendre comme une relation des gens avec l'Etat, ce qui crée de nouveaux défis dans toutes les directions.

L'oratrice a déclaré que la certitude de la fragilité de notre monde nous maintient ici, face à tous les maux de l'humanité : la pauvreté, l'inégalité et l'injustice. Et parler de cela c'est parler de droits humains et de citoyenneté, de politique et de démocratie. On ne peut pas mentionner le leadership politique de la femme, si notre plan d'action ne comprend pas l'unification de nos programmes dans ce sens. Ce n'est pas seulement le changement chez les femmes, mais le changement dans nos sociétés dans un monde où tout est interconnecté et donc, où tout est en jeu.

Elle affirme que le principal est tout simplement de continuer à nous penser, comme nous l'avons fait, d'une manière ferme et soutenue. Produire une pensée qui récupère l'essentiel d'un discours dans lequel se renouvellent des concepts éculés qui servent également aux progressistes et aux conservateurs, aux dominants et aux dominés, aux victimes et aux bourreaux. Le féminisme doit continuer de se représenter comme un mouvement social qui s'oppose, qui résiste toujours à l'ordre des choses existant.

Elle soutient également que l'humanité ne serait pas la même s'il n'y avait pas des femmes qui se sont pensées comme femmes politiques. A l'heure actuelle, signale Amelia Valcárcel, il reste encore des revendications en suspens pour lesquelles les femmes occidentales ont eu gain de cause et qui ont trait aux conquêtes faites à travers la recherche d'une citoyenneté de plein droit dans toutes les démocraties : la première visant l'égalité des chances et les droits fondamentaux; la seconde, dirigée par les suffragettes en matière de droits éducatifs et politiques, et même une troisième liée aux droits sur son propre corps, à la maternité, etc.



Lorsqu'elle trace une ébauche de ce que l'on appelle la féminisation de la pauvreté, elle explique que ce phénomène implique une femme qui se lève plus tôt et se couche plus tard, qui se nourrit moins, qui tombe malade et vieillit plus vite ; une femme moins instruite et chef de foyer dans un bon nombre de cas (36% des ménages Dominicains) ; qui se prostitue de plus en plus jeune, et enfin, une femme migrante qui féminise aussi les virements d'argent et qui est souvent la victime des réseaux de traite, de la contrebande d'organes et de la prostitution (selon les informations du PNUD sur la région).

Après l'analyse critique de son propre pays, Minou dit qu'étant donné le nouvel ordre mondial et local il est important de politiser ces programmes dont on a « hérité », face à la preuve terrible que le monde est de plus en plus globalisé et que toute culture ou conflit, même à distance, aura rapidement et inmanquablement un impact sur ce que nous sommes devenus. Car dans chaque réalité, chaque région, chaque pays, chaque ville, chaque quartier et même chaque femme, dans chaque individualité, il y a une revendication en attente.

Elle souligne que la route a été longue et que les femmes ont dû commencer à prouver qu'elles n'étaient pas et ne sont pas inférieures. Cela est un concept qui a été abordé à travers la morale, la logique juridique et le corollaire de l'infériorité politique. Le saut qualitatif que nous avons fait dans nos discours le montre de manière paradigmatique, dans la façon dont nous abordons les problèmes communs, dans cette manière de se penser comme femmes politiques, comme actrices de premier plan dans nos pays.

L'intervenante appelle à la réflexion et dit que si nous baissons la garde face aux conquêtes particulières réalisées à ce jour en termes de jurisprudence, de droits et de garanties en matière de citoyenneté, ou si nous tombons dans la tentation du ghetto, nous risquons de tout perdre, de reculer. Avant de conclure, elle dit qu'il faut essayer d'appliquer une recette beaucoup plus humaine qui tienne compte du besoin de s'engager dans des revendications urgentes, avec des stratégies plus variées, plus complexes.

Minou Tavárez Mirabal conclut ici en réitérant notre responsabilité de mettre fin au règne absolu et incontesté de l'indifférence, de l'injustice, de la pauvreté et de l'inégalité. Parce que tout, absolument tout, est en jeu.

Quelques idées de débat entre les participants et l'oratrice

1. Il faut vaincre notre propre autisme. Notre revendication doit être liée à d'autres problématiques, telles que les questions sociales, écologiques, etc., dans leurs relations avec l'Etat.
2. L'activité politique a été diabolisée dans les partis politiques et du coup la citoyenneté a été négligée.
3. L'exercice de la citoyenneté n'est possible qu'en démocratie. Pour commencer, il faut en finir avec la surreprésentation masculine dans les parlements.
4. Nous ne devons pas baisser la garde en nous réfugiant dans les conquêtes du passé, il faut continuer à lutter contre les inégalités.
5. Les problèmes d'inégalité sont énormes. La perspective de genre est un exercice de responsabilité incontournable ; il est nécessaire d'appliquer une recette plus démocratique, diversifiée et complexe.
6. Il est temps que la résistance devienne une confluence.
7. Notre essence est solidaire et politique ; nous devons saisir chaque occasion. Nous avons besoin de davantage de bonne politique pour changer le monde.
8. Notre nouveau programme est similaire à celui que nous avons dans nos foyers : essentiellement, davantage de démocratie.



Almas Jiwani

Canada



Almas Jiwani a construit sa vie comme une femme qui a réussi dans les affaires. C'est une bénévole pleinement engagée dans l'aide humanitaire et, à ce titre, elle a promu des changements importants dans divers secteurs sociaux. Elle réalise des travaux d'autonomisation des femmes dans le monde des affaires. Almas Jiwani est actuellement présidente du Comité national d'ONU Femmes, Canada.

AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES ET TRAVAIL DES FEMMES PARLEMENTAIRES

Son intervention a commencé par une réflexion sur les droits reconnus des femmes ; elle signale qu'aujourd'hui il existe davantage de libertés et de droits reconnus pour les femmes, mais que des différences demeurent. Il faut donner une voix et des moyens aux femmes pour atteindre l'émancipation économique, puisque nous sommes dans l'ère de l'autonomisation économique des femmes, a-t-elle déclaré avec véhémence.

En faisant référence aux données du Rapport sur le développement humain de l'ONU, elle signale que sur une production mondiale d'environ 16

milliards d'USD, actuellement invisible, on estime que 11 milliards de dollars sont générés par des femmes. Les femmes produisent 50% de la nourriture et effectuent 66% de la totalité du travail, mais reçoivent beaucoup moins que ce qu'elles produisent.

En outre, l'oratrice souligne la sous-représentation des femmes au Parlement et affirme qu'il existe des preuves selon lesquelles sans une égalité de genre dans nos parlements les progrès sociaux et économiques et la réduction de la pauvreté sont impossibles. L'oppression économique des femmes est un rappel brutal de la difficulté que représente la pleine réalisation du potentiel humain. Almas Jiwani observe que Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations, a déclaré que l'autonomisation des femmes n'est pas seulement juste, mais est aussi l'approche la plus intelligente. Quand les femmes auront accès aux finances, au crédit, à la technologie et aux marchés il est probable que leurs affaires connaîtront une expansion et ainsi elles pourront contribuer efficacement à la croissance et au développement économique.

L'oratrice a également mentionné que la directrice exécutive d'ONU Femmes, l'ancienne présidente, Michelle Bachelet, représente probablement le meilleur exemple pour illustrer l'impact potentiel de la participation politique des femmes dans les processus de prise de décisions au plus haut niveau dans les Amériques. Durant son mandat au Chili, elle a mis en œuvre une politique fiscale sensible au genre et a réalisé un contrôle concernant la disparité entre les sexes, le travail réalisé et le salaire reçu. Sa trajectoire est un exemple, et il est important de souligner que c'est seulement lorsque les femmes auront pleinement accès aux décisions, que les lois, les politiques et les budgets reflèteront les besoins de tous et de toutes, et soutiendront les droits fondamentaux des femmes.

Pour conclure, Almas Jiwani a souligné que les législatrices doivent conserver la flamme de l'égalité de genre et offrir des connaissances et l'accès à la justice aux femmes appartenant au secteur défavorisé qui souffrent de discrimination dans leur travail, aux femmes privées de leur droit à l'éducation, aux femmes qui reçoivent des salaires différenciés et,



enfin, aux jeunes femmes confrontées à des barrières invisibles créées par des formes institutionnalisées d'hétéropatriarcat.

Quelques idées de débat entre les participants et l'oratrice

1. L'idéal de l'autonomisation économique des femmes et l'égalité peuvent devenir une réalité grâce à une plus grande participation des femmes parlementaires et des autres acteurs politiques.
2. Il faut commencer par le fait que, malgré les efforts réalisés en matière d'éducation pour combler la brèche entre les sexes, une différence significative persiste au niveau des salaires. Il est également important de mentionner que, notamment en Amérique du Sud et dans les Caraïbes, le droit des femmes à la possession des terres ancestrales et aux profits dérivés des cultures est systématiquement refusé.
3. Nous avons besoin de réformes gouvernementales sensibles au genre, d'initiatives destinées au renforcement des capacités et de soutien pour que les fonctionnaires élus au suffrage direct s'engagent plus efficacement à promouvoir l'équité de genre.
4. Les parlementaires doivent jouer un rôle important dans la réforme des secteurs du commerce international afin d'encourager la participation des femmes, notamment à travers l'intégration des femmes entrepreneurs aux chaînes de production et de distribution mondiales.
5. En outre, les parlementaires peuvent être à la tête de la promotion du fair-play en ce qui concerne l'emploi pour les femmes, autant dans l'Assemblée législative que dans le cadre des salles de réunion ou des affaires financières de chaque pays.
6. Il faut augmenter le nombre de femmes aux postes clés de médiation au sein des Etats afin qu'elles puissent détecter la discrimination et agir à son encontre.

7. Nous devons faire parvenir le message d'égalité de genre aux respectives circonscriptions électorales et travailler avec les agences d'ONU Femmes afin de développer un programme dont la première priorité (aux niveaux local et national) soit de promouvoir l'expression, le leadership et la participation des femmes.



Panneau 1: Le leadership et l'autonomisation politique, deuxième partie.



Liz Meléndez

Pérou



Liz Meléndez détient une licence en sociologie de l'Université Nationale Majeure de San Marcos, Pérou et un master en égalité de genre en Sciences sociales de l'Université Complutense de Madrid, Espagne. Elle travaille pour le Centre de la femme péruvienne Flora Tristan et elle est coordonnatrice nationale du Comité de l'Amérique latine et des Caraïbes pour la défense des droits humains de la femme (CLADEM - Pérou).

L'AVANCEMENT DES DROITS ET LE LEADERSHIP POLITIQUE DE LA FEMME FACE AU MANQUE D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ RÉELLE. OÙ EST L'AUTONOMIE?

Peut-on affirmer que nous avons atteint l'égalité? Telle est la question qui a ouvert sa présentation. Pour y répondre, Liz Meléndez signale que la vérité est que dans la plupart des pays du monde, les femmes ont davantage de possibilités que dans le passé, dans la mesure où les actes de discrimination et de violence ont été délégitimés et qu'il y a des lois qui les sanctionnent. Cependant, il est nécessaire de repenser le contenu de l'égalité réelle et son impact pratique.

Si on fait un bilan en se basant sur les études réalisées, on constate que la population rejette la violence contre les femmes, mais que les positions sont moins claires quand il s'agit d'autres valeurs, telles que l'unité familiale. La CEPAL estime qu'un programme actuel d'égalité de genre ne consiste pas seulement en une énumération des politiques nécessaires, mais aussi en la reconnaissance des transformations en cours impliquant de nouveaux rôles pour l'État, pour le marché et pour les familles, dans l'objectif de parvenir à une société égalitaire. À son tour, la reconnaissance des inégalités exige la reconnaissance juridique de la discrimination, le développement de politiques et le renforcement des capacités visant à la construction du bien commun pour que les gens puissent se libérer de la tyrannie de la tradition et des préjugés.

L'oratrice manifeste que pour atteindre l'objectif de l'égalité réelle il faut générer des transformations culturelles, politiques et économiques profondes. Si les progrès accomplis jusqu'ici avaient donné lieu à une prise de conscience des droits (qui ne sont pas des avantages accordés), l'autonomisation des femmes aurait cessé d'être une utopie et la participation politique des femmes aurait été consolidée au-delà de la moyenne de 22,1% au sein des parlements. Le pays où l'on a la majeure représentation féminine en Amérique du Sud est l'Argentine, avec 38%, tandis que le pays où la représentation féminine est la plus basse est la Colombie, avec 8%. Les pourcentages correspondant au Pérou et à la République dominicaine sont de 20 et 28%, respectivement.

Liz Meléndez signale qu'il y a encore du chemin à faire en ce qui concerne l'exercice des droits sexuels et reproductifs et que la lutte pour l'accès à la justice est encore à l'ordre du jour. Dans une autre perspective, bien que les femmes accèdent plus facilement à l'enseignement supérieur, ce phénomène n'est pas reflété dans l'équité salariale ni dans l'égalité des chances pour accéder ou conserver un emploi.

L'oratrice a ensuite souligné qu'il ne suffit pas de garantir des espaces et des lois pour permettre la participation des femmes et qu'il est nécessaire



d'assurer les contextes dans lesquels leur leadership et leur participation puissent se développer sans angoisse, sans surcharge de travail (y compris les tâches domestiques) et dans des environnements où les droits humains sont respectés. La charge inégale de travail est illustrée, par exemple, par le fait qu'une femme colombienne travaille 63 heures par semaine, une femme équatorienne 66 heures par semaine et une femme mexicaine 86 heures par semaine, alors que leurs homologues masculins travaillent beaucoup moins de temps. Tout cela nous amène à nous demander si les fameuses lois sur les quotas garantissent véritablement l'égalité de genre.

Il est évident que le passage de l'égalité formelle à une égalité réelle n'aura pas lieu tant qu'une véritable transformation sociale conduisant à l'abolition des inégalités existantes n'a pas lieu. La conclusion de la CEPAL pour la région mérite d'être soulignée :

« La subordination des femmes se manifeste clairement sur le marché du travail, où l'on constate à la fois la division sexuelle du travail et la discrimination qui, en raison de leur faible autonomie physique et politique, empêche les femmes de prendre des décisions sur leur vie reproductive, de fixer des limites à la violence dont elles sont les victimes et de participer aux mécanismes de prise de décisions publics et privés. Les revenus et le temps total de travail sont le reflet de l'inégalité de genre qui prévaut dans la région » (CEPAL 2010).

Quelques idées de débat entre les participants et l'oratrice

1. Renouveler les efforts pour que la transition vers une véritable égalité ne se limite pas à l'égalité des chances, mais serve à surmonter les inégalités sociales existantes et l'organisation sociale qui les soutient.
2. Lutter pour une plus grande présence des femmes dans les espaces politiques et gouvernementaux en promouvant un changement de

culture politique pour qu'elles puissent agir en toute autonomie, sans violence et en harmonie avec leur vie privée.

3. Renforcer les leaderships sur une large base démocratique, après un nouveau contrat social entre les hommes et les femmes.

4. Une démocratie pluraliste et interculturelle caractérisée par une perspective de genre, la reconnaissance des autres et des transformations qui visent à redistribuer le pouvoir et la richesse.

5. Des stratégies sociales et politiques visant à conquérir l'autonomie physique et économique et la prise de décisions, inscrites dans le cadre d'une citoyenneté active et de la justice.

6. La participation active des femmes et de leurs revendications au sein des administrations locales.



Milagros Ortíz Bosch

République dominicaine



Leader du Parti Révolutionnaire dominicain. Milagros Ortíz Bosch a été sénatrice du District national de 1994 à 1998 ; au cours de cette dernière année elle a été élue vice-présidente, devenant ainsi la première femme élue à ce poste en République dominicaine. En tant que sénatrice, elle a conçu et obtenu la réforme législative la plus importante en faveur de la femme dominicaine depuis la reconnaissance du droit de vote pour la femme, en 1942. Son intervention s'est centrée sur la lutte et le pouvoir. Elle a raconté qu'elle a fait de la prison et a été déportée et exilée mais elle signale que, malgré tout, elle croit encore à la démocratie.

CONSTRUIRE LE POUVOIR : LA VISION D'UNE FEMME POLITIQUE

‘Je vais parler du pouvoir, de la force, des conquêtes et des luttes, puisque je me présente devant vous comme une femme politique’, ainsi a commencé la présentation de Milagros Ortíz Bosch.

Elle signale que l’humanité vit un moment spécial dans lequel il est possible d’utiliser les réseaux sociaux, les nouveaux outils technologiques et

les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Elle fait allusion à Carlos Matus, qui parle d'une stratégie dans la recherche d'un objectif transcendant où il s'agit de se servir des forces contradictoires pour vaincre les résistances. Dans le contexte de notre lutte, cela se traduit par le fait de vaincre la résistance d'une partie importante de l'univers qui ne veut toujours pas accepter l'égalité des droits et des responsabilités entre hommes et femmes.

Cette stratégie consiste à mettre le POUVOIR, qui est une force, au service d'une IDÉE afin de l'imposer aux autres. Il faut qu'il existe une volonté d'être une force sociale dominante qui participe de façon égalitaire à l'élaboration des politiques publiques. Il faut compléter l'idée d'égalité, de démocratie véritable. Qu'avons-nous obtenu ? Est-ce que le pouvoir que nous avons accumulé est suffisant pour éliminer la discrimination fondée sur le genre?

L'intervenante signale que le plus important est d'unir les forces provenant de l'énergie sociale. Ce qui importe ce sont ces forces sociales qui doivent croître indépendamment de la force brute, qui doit être remplacée par l'intelligence et le développement technologique. C'est un moment d'espoir pour tout ce qui a été obtenu dans le passé au profit du droit de la femme. Il ne faut pas baisser la garde devant ce que l'on a obtenu avec tant d'efforts. Il faut politiser ces énergies pour réduire les distances.

L'oratrice affirme que cela s'applique à nos partis politiques et elle se demande comment développer les forces nécessaires pour promouvoir les changements qui conduisent vers l'égalité de genre.

Elle répond en disant que nous avons avancé, mais à tâtons et très lentement, et que nous sommes un processus en construction.

Elle signale que les droits n'ont jamais été donnés, qu'ils doivent être conquis.



Le pouvoir est la représentation de ceux qui sont silencieux ; le pouvoir doit se joindre à d'autres forces sociales provenant de tous ceux qui sont d'accord avec l'égalité de genre. En outre, nous avons besoin d'une structure institutionnelle à notre service.

Il faut se baser sur un discours de lutte, mais avec une représentativité, avec davantage de femmes qui construisent le leadership et qui avancent sur une voie de participation. Nous ne pouvons pas ne pas parler de l'économie, de la mondialisation et du travail des enfants. L'oratrice souligne l'importance de comprendre que la mondialisation bien ordonnée est inclusive et dépasse la réalité des données financières. En ce sens, nous avons besoin d'un discours pour défendre l'économie sociale. Nous avons besoin de revendiquer nos droits, en gardant le discours de la plainte pour emprunter les voies que nous avons ouvertes, l'histoire des luttes pour l'égalité qui aujourd'hui nous permettent de profiter de l'éducation et des progrès technologiques. Nous avons également besoin d'un discours pour établir des alliances, mais avec une explication claire de ce que signifie, pour l'Etat et pour les politiques publiques, la contribution des femmes en tant que capital social.

Milagros Ortíz Bosch conclut en nous demandant d'être des alliées de l'institutionnalité sans limitations pour créer des leaderships. Il faut se rappeler que pour parvenir à l'égalité il faut se sentir égales. Les batailles gagnées pas à pas nous ont permis d'arriver jusqu'ici. Nous avons ainsi gagné la reconnaissance de notre égalité.

Quelques idées de débat entre les participants et l'oratrice

1. Nous cherchons le pouvoir comme une force au service de l'idée d'égalité.
2. Nous voulons travailler avec les forces sociales qui sont créatrices de pouvoir.
3. Nous devons assumer comme propre le plein exercice des droits humains et tout ce qui a trait à l'élimination de la discrimination liée au

genre, en cherchant des alliances et en politisant le mouvement.

4. L'expérience nous montre que la conduite de processus est conçue pour obtenir de petites victoires qui se transforment en force et nous accompagnent jusqu'à la stratégie finale.

5. Le renouvellement du discours doit reconnaître la priorité consistant à mondialiser l'égalité des droits.

6. La démocratie, l'humanisation de la politique, la lutte contre la corruption, les bonnes politiques publiques, la transparence, entre autres, ont besoin de la participation et du leadership des femmes.



Parlementaires de l'Équateur



Lourdes Contreras

République dominicaine



Académicienne et féministe, elle est titulaire d'un master en genre et développement, d'un diplôme en relations internationales des Caraïbes et d'un diplôme en genre dans les politiques publiques. Spécialiste en analyse de genre et en transversalisation du genre dans les politiques publiques, c'est un leader reconnu du mouvement des femmes en République dominicaine.

LES DÉFIS DE L'AGENDA DE LA FEMME : DES DROITS CONSACRÉS AUX DROITS EXERCÉS PAR LE BIAIS DE L'ACTION POLITIQUE

Son analyse commence en soulignant que le point de départ est l'examen des inégalités sociales des femmes comparativement aux hommes, et entre les groupes de femmes selon leur statut social et d'autres paramètres. Elle signale qu'il est essentiel de développer la capacité d'observation des inégalités créées et de développer cette même capacité pour déterminer l'oppression exercée sur les femmes.

Elle souligne que l'agenda législatif implique la recherche de similitudes, étant donné qu'à partir de la conscience de l'oppression dont

souffrent les femmes dans la structure hiérarchique de la société dans laquelle nous vivons, on pourra fixer des priorités pour les politiques publiques. Tout doit être dirigé, avant tout, vers le progrès que nous devons faire pour combler l'écart entre droits consacrés et droits exercés.

Dans cet exercice, dit-elle, il y a une véritable rupture épistémologique qui s'est produite dans les sciences sociales, où on observe clairement certaines réalités traditionnellement acceptées qui tendent à disparaître : la division sexuelle du travail, la séparation des secteurs public et privé, le fait de surmonter le schéma du travail productif et reproductif, la segmentation du marché et la discrimination salariale, et le rôle sexuel et reproductif. Image qui doit être complétée par la réalité de chaque pays sur des thèmes tels que la famille, la violence, les changements culturels et la pratique politique qui correspondent à une image nationale.

Ces critères devraient servir à mieux comprendre comment agir sur les inégalités sociales créées, en prenant comme cadre de référence non seulement la réalité quantitative, mais aussi les études qui sont menées à partir du paradigme qualitatif.

L'oratrice soutient que pour surmonter le fossé entre les droits consacrés et les droits exercés il faut également se demander dans quelle mesure la dynamique, le sens et la directionnalité de la participation politique des femmes importe, ou encore de quelle manière il est possible d'exercer un impact dans les différents espaces politiques grâce à une perspective de genre.

À cet égard, il est encore juste d'insister sur les responsabilités des parlementaires, sur leurs liens avec les groupes de femmes et en particulier avec les partis politiques dans la mesure où ils peuvent influencer nos luttes. La question reste posée pour chaque réalité concrète, à savoir avec qui co-opter, confronter ou définir des alliances entre les genres. La force des partis auxquels nous appartenons - car ce sont des structures hiérarchisées et masculinisées - peut nous faire perdre de vue les services à donner aux femmes, c'est à dire à celles qui nous donne leur vote et notre vocation.



Cela pose une question d'ensemble pour enquêter sur la représentation des femmes. L'augmentation du nombre de femmes parlementaire importe-il? La réponse est oui, mais en sachant que nous devons réexaminer la question des élites patriarcales des partis politiques pour interpréter la signification de ces représentations de la femme et savoir si elles servent effectivement notre cause.

L'intervenante considère qu'il faut encore insister sur les alliances de genre si des obstacles sont soulevés face aux parlements et aux réponses requises par ces derniers. Comment et avec qui nos législateurs veulent établir des alliances pour répondre aux engagements qu'ils assument en tant que délégué du peuple?

Elle souligne qu'il est également nécessaire de refléter les chiffres des statistiques dans la réalité vécue par les femmes, par exemple, après examen du travail reproductif et productif ou de la violence qui les affecte. Toutes ces questions sont mises en évidence dans l'analyse de notre programme législatif.

Quelques idées de débat entre les participants et l'oratrice

1. Pour définir les politiques publiques qui nous favorisent, nous devons conserver une position solide des femmes par rapport aux inégalités sociales et à l'impact de nos luttes.
2. Réviser les informations spécifiques qui alimentent nos programmes dans chaque pays, selon une forte perspective de genre.
3. Établir de nouvelles alliances de manière intelligente, au-delà des partis politiques qui nous soutiennent.
4. Assurer la qualité de notre représentation féminine.



Participation de la représentante du Suriname lors du débat



Mar García

Espagne



Elle détient une licence en philosophie et lettre de l'Université pontificale Comillas et une maîtrise en évaluation de programmes et de politiques publiques de l'Université Complutense de Madrid. Elle est la coordonnatrice du programme de recherche et de formation sur le thème « Genre, migration et développement », ONU Femmes en République dominicaine, études de philosophie et lettre, et chercheuse¹.

SOINS ET MIGRATIONS : UN DOMAINE STRATÉGIQUE D'INTERVENTION POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'ÉGALITÉ DANS LA RÉGION

Son intervention se centre sur la responsabilité des femmes dans le domaine des soins et de la migration. Elle signale que les soins sont la base invisible du système socio-économique, ce qui les rend disponibles gratuitement, et qu'ils apparaissent dans le débat public lorsqu'ils sont manquants, lorsque la responsabilité des soins des enfants et des personnes âgées entre en jeu.

Il est nécessaire d'aborder le lien historique entre les soins, l'inégalité sociale et l'exclusion, qui prend désormais une dimension mondiale, après

une perspective transnationale sur la demande et la fourniture sociale de soins. Le fait est que les gens se déplacent et le travail dans le secteur des soins de plus en plus international à travers les chaînes de prise en charge globale, les enchevêtrements de foyers dans différentes parties du monde qui transfèrent des soins.

L'autre évidence est que les soins ne sont pas socialement ou économiquement valorisés, ils retombent toujours sur ceux qui ont le moins de possibilité de choix ou de décision, d'où la segmentation par sexe, origine ethnique et / ou statut migratoire. Dans les chaînes mondiales des soins, on constate que ce travail revient aux femmes qui de cette façon s'insèrent dans le pays hôte, à savoir, en travaillant dans le secteur des soins.

On peut en déduire que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont des éléments clés du processus d'ajustement structurel, à travers les migrations croissantes, qui satisfont les besoins existant sur le marché du travail de certaines économies. Par conséquent, l'intervention d'agents supranationaux en matière de soins (multinationales, coopération internationale, organismes multilatéraux) devient de plus en plus importante ; parallèlement, on assiste à un phénomène de délocalisation dans le secteur. Dans de telles circonstances, les soins peuvent être considérés comme étant au cœur d'un nouveau modèle économique durable. Le droit aux soins entraîne un certain nombre de droits avec des responsabilités de l'Etat et du marché en tant que coresponsables. Bien qu'il soit évident que de graves problèmes persistent dans la jouissance de ces droits que la migration ne crée pas sur le lieu d'origine et ne résout pas non plus sur le lieu de destination, mais qu'elle met en exergue, on constate les efforts réalisés pour la reconnaissance des droits du travail, des droits des familles transnationales, et d'un régime global et juste de soins.

Il convient de souligner que la migration est une nouvelle source d'inégalité pour les femmes et qu'on assiste même au phénomène de l'abus d'autres femmes. Mais si l'on considère les choses comme cela, il s'agit d'un problème de femmes, dans la mesure où elles sont toujours responsables,



mais cela est certainement lié à l'attitude des hommes, quand ils restent marginalisés dans l'économie des soins.

Autant au niveau de la source que de la destination, des changements ont eu lieu dans les relations entre les sexes qui ont permis de mettre en lumière des problèmes latents. Il y a un processus de privatisation intensifié de la reproduction sociale et un redimensionnement de la division sexuelle du travail. S'agit-il d'un stratagème pour éviter les responsabilités publiques dans l'économie des soins grâce à une répartition inéquitable du travail, qui comprend même une nouvelle dimension transnationale.

Quelques idées de débat entre les participants et l'oratrice

1. Invisibilité de l'économie des soins.
2. Transnationalisation du phénomène après les mouvements migratoires dans le cadre d'un processus d'ajustement structurel global.
3. Coresponsabilité des États d'origine et de destination des migrants, y compris de leurs économies et de leurs marchés du travail.
4. Nouvelle division sexuelle du travail, avec en suspens les questions de la pleine acquisition des droits

¹ Elle fait son intervention sur la base de la publication *Cruzando Fronteras. Migración y desarrollo desde una Perspectiva de Género*, Amaia Pérez Orozco et al. ONU Femmes. © Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (UN-INSTRAW). République dominicaine, 2008.



Participation des femmes parlementaires lors du débat



María Paula Romo

Equateur



Docteur en droit et titulaire d'un master en gouvernement et en administration publique, elle est spécialiste en études de genre. Elle a été membre de l'Assemblée constituante au Comité de législation et de surveillance, elle a présidé le Comité spécialisé en affaires civiles et pénales. Actuellement, elle est membre de l'Assemblée constitutionnelle et Présidente de la Commission spécialisée de justice et structure de l'Etat.

PARITÉ ET AGENDA DE LA FEMME AU SEIN DU POUVOIR LÉGISLATIF

L'oratrice explique d'abord que son intervention traite spécialement de la situation de la femme au sein du pouvoir législatif et qu'il faut partir du fait que nous avons connu un changement : nous avons en moyenne 20% de femmes au Parlement, avec 5% en 1990 dans l'ensemble de l'Amérique latine et nous sommes apparemment au-dessus de la moyenne mondiale.

Elle affirme que les victoires passées ne sont pas assurées car bien souvent ce que l'on a gagné à un moment et ensuite perdu. À l'heure actuelle, on insiste sur l'importance de quotas bien conçus, ce qui devrait

se traduire par une certaine équité et la présence sur les listes politiques d'espaces pluripersonnels qui respectent la présence des femmes sur les listes électorales et dans les instances de prise de décision. Quand on arrive à 50-50 on peut parler de parité.

Alors que les fonctions clés continuent d'être distribuées entre les hommes, il nous faut améliorer notre participation dans les instances de décision et faire des corrections par le biais de mesures d'action positive, un mécanisme qui part de l'existence d'une inégalité réelle pour la corriger.

L'intervenante décrit ensuite l'institutionnalisation de l'action positive mise en œuvre dans une campagne présidentielle de John F. Kennedy appliquée aux travailleurs engagés pour les travaux publics, sans distinction de race, de croyance, de couleur ou d'origine nationale. Tout cela prouve que le système de quotas n'est pas une « invention » des femmes. Les quotas sont conçus pour assurer une réelle égalité d'un groupe en restaurant une inégalité de fait qui est maintenant inscrite dans la Constitution et dans la CEDAW (articles 3 et 4) ; cela montre que les quotas ne sont pas une concession des Etats, mais des obligations internationales. Elle souligne le fait que le but de tout cela est de parvenir à une égalité réelle. Les quotas sont utilisés pour démocratiser la démocratie.

Ce qu'elle essaie de mettre en évidence c'est qu'un espace aussi masculin que la politique peut être occupé par des femmes. Mais il reste encore une question en suspens : est-ce que la simple présence des femmes dans la vie politique améliore la vie de toutes les femmes? Est-ce que notre approche comprend les droits de toutes les femmes?

Il subsiste une réalité que nous sommes appelés à changer. Selon la CEPAL, on entretient l'inégalité au travail : en Amérique latine et dans les Caraïbes, les femmes ne gagnent que 80% de ce que gagnent les hommes pour faire le même travail. Sur le total des revenus dans la région, 33% seulement correspond aux femmes. En moyenne, 40% des femmes urbaines et 53% des femmes rurales n'ont pas de revenu propre (2005).



Autres informations concernant l'inégalité et la discrimination : les décès évitables, la grossesse chez les adolescentes, la violence, la santé sexuelle et reproductive.

Est dans ce sens, les travaux relatifs aux soins sont-ils la raison d'être des femmes? Dans la division du travail, ce sont les tâches sous valorisées correspondant à la reproduction sociale, dénuée de toute reconnaissance, qui incombent aux femmes. Si cette injustice persiste et qu'il y a tant de négligence dans la valeur du surplus de travail des femmes, aujourd'hui l'objectif doit être la conciliation du travail.

Toutes ces questions sont à la base de notre agenda des femmes politiques et doivent être comprises dans les programmes destinés à ceux qui sont traditionnellement exclus. Nous ouvrons la porte à la valorisation de la diversité et à l'augmentation de la lutte contre la discrimination, notre lutte est contre les préjugés et l'exclusion sous toutes ses formes.

Quelques idées de débat entre les participants et l'oratrice

1. Un processus dans lequel les quotas sont un moyen mais où l'objectif est la parité et le respect de nos droits.
2. Il faut souligner l'ensemble de difficultés que rencontrent les femmes et le mépris de leurs droits.
3. Il faut remettre en question le modèle central du sujet de la modernité, avec des femmes qui ouvrent les portes pour valoriser la diversité et approfondir les luttes contre la discrimination sous toutes ses formes.
4. Notre démarche est un combat contre les préjugés et l'exclusion sous toutes ses formes.



Evangelina García Prince

Venezuela



Elle a fait des études de sociologie et d'anthropologie, et elle est chercheur et professeur d'université. Elle a été vice-présidente du Comité des Nations Unies pour le suivi de la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Elle a siégé au Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations unies et a fait partie du Bureau de la Conférence permanente de la CEPAL pour l'intégration des femmes dans le développement en Amérique latine et aux Caraïbes. Elle a également été présidente du réseau régional des Bureaux gouvernementaux de la femme. Elle a été sénatrice et ministre de la Promotion de la femme au Venezuela ainsi que Directrice de la Commission pour la réforme de l'État.

DIMENSIONS À ENVISAGER DANS UNE STRATÉGIE VISANT À PROMOUVOIR L'AUTONOMISATION DES FEMMES QUI FONT UNE CARRIÈRE POLITIQUE

Sa présentation commence sur la mention des stratégies d'autonomisation. Elle signale aux parlementaires réunies que si elles utilisent leur pouvoir parlementaire, elles ont une tâche difficile à réaliser

dans ce domaine. Elles n'ont pas intérêt à continuer à gaspiller leurs forces à des revendications insignifiantes dans l'arène politique. Elle souligne qu'il faut se battre pour qu'il y ait davantage de femmes en politique ... « parce que dans certains cas, on régresse ». Les femmes ne forment que 20% de représentation en politique, un cinquième, et par conséquent nous ne pouvons pas être fières de ces résultats et partager l'enthousiasme. Outre le fait que leur participation n'atteint que 20%, les femmes sont aussi soumises à certains facteurs, tels que la subordination, l'exclusion ou l'inclusion fictive. Par ailleurs, il y a un mimétisme politique de l'exclusion. Nous devons trouver un changement de paradigme du pouvoir.

E. García-Prince dit qu'il ne faut pas oublier que nous avons besoin d'une loyauté envers la catégorie de genre, mais il ne faut pas penser qu'en ajoutant ce détail tout est fait. C'est une catégorie qui cherche à détruire la discrimination et à éviter que la question du féminin régresse. La culture patriarcale reste en place, tout ce qui pénètre dans les institutions et même dans les identités. Nous voulons le pouvoir, mais pas un pouvoir pour être des clones ou des travestis des dirigeants masculins. Nous aspirons à un exercice de partage du pouvoir et de leadership transactionnel.

Si l'on fait le bilan de l'état actuel de la participation politique des femmes, on constate qu'il y a des facteurs contraires à considérer : subordination, inclusion subordonnée et infra représentation, voire inclusion fictive. Cette exclusion (ou inclusion subordonnée) est représenté par :

- Des postes importants dans le domaine public
- Un dialogue démocratique
- Des programmes publics
- Des structures et doctrines de partis
- Une législation électorale, des partis, un financement électoral, un traitement des médias, une occupation du temps.

Les politiques publiques de l'état dans ce domaine sont générales et partielles, marquées par des dispositions constitutionnelles, par les lois sur



l'égalité, sur les partis politiques et par les lois électorales. Dans de rares cas, cela a donné lieu à des plans, qui finissent par s'évaporer par manque d'application.

L'autonomisation effective des femmes qui font une carrière en politique et du féminin ne signifie pas seulement une formation pour les femmes mais aussi l'introduction des modifications nécessaires dans le système électoral (quotas, gestion et financement), une parité réelle, c'est-à-dire non pas des quotas mais des droits; une démocratisation des parties (dans les cas où il y a eu une perte de l'identité féminine au cours de la vie politique au sein des partis), le renforcement du leadership et la promotion d'une meilleure gestion des médias. Pour ce dernier point, il faut viser une sensibilité médiatique, qui doit être modifiée. À l'heure actuelle cette inégalité subsiste et nous n'apparaissions que dans un cinquième des nouvelles alors que nous représentons plus de la moitié de l'humanité.

Il y a quatre axes sur lesquels nous sommes appelées à nous préparer : la sensibilisation, la formation, la recherche et la diffusion de leadership. En plus des autres axes pour mieux nous préparer à appliquer l'égalité et la perspective de genre dans l'activité parlementaire, et des compétences techniques et des outils correspondant au thème de l'égalité.

Quelques idées de débat entre les participants et l'oratrice

1. Les femmes ont été rendues invisibles dans les affaires publiques. Elles sont reléguées à un sous monde.
2. Renforcer le mentorat et les organes institutionnels, outre le besoin en éducation et en formation multidimensionnelle. Un leadership législatif et parlementaire est nécessaire à l'intérieur avec une projection générale.
3. La formation est essentielle pour l'autonomisation des femmes. Elle exige une action soutenue et durable, actualisée et souple, et des propositions à la carte (à la demande de chaque parlement). Si le

thème central est l'égalité, nous devons être prêts à l'exercer.

5. Nous comprenons le sens de la responsabilisation dans un sens général du féminin dans les contextes politiques de chaque pays.

6. Le pouvoir est une force au service d'une idée, mais c'est aussi la domination et la force. Il faut une autonomisation et des alliances pour servir notre idée de l'égalité.

7. Nous devons briser le paradigme des relations de pouvoir entre hommes et femmes, en se penchant en particulier sur les systèmes électoraux qui ne favorisent pas l'égalité.



Après la table ronde, parlementaires travaillant



Edmonde Beauzile

Haïti



Elle est titulaire d'une licence en Sciences de l'éducation générale de l'Université de Montréal, Canada, et d'une licence de droit de l'Université d'État d'Haïti.

Edmonde Beauzile a été députée de la 45e Assemblée législative. Depuis 2006 elle remplit la fonction de Secrétaire générale adjointe du Parti social-démocrate haïtien. Elle est sénatrice élue et actuelle présidente du Comité d'éducation, culture, jeunesse et sports, ancienne vice-présidente du Sénat et membre du Comité exécutif du FIPA et du Conseil international GPA.

LA FAIBLE PARTICIPATION DES FEMMES HAÏTIENNES DANS LA MOBILITE POLITIQUE ET LA PRECARITE SOCIOECONOMIQUE

Le discours d'Edmonde Beauzile est centré sur la faible participation des femmes haïtiennes dans la mobilité politique et sur la précarité socio-économique de son pays.

L'oratrice souligne que la politique existe pour le bien de tous et de toutes, pour mieux vivre ensemble. Cependant, elle signale qu'il a fallu lutter pour que l'émancipation des femmes soit finalement acceptée. Dans

la vie agitée de son pays, la question actuelle est de savoir si les conquêtes du passé (droit de vote depuis 1950) s'inscrivent dans une dynamique de progression nette dans le contexte socio-économique actuel.

L'intervenante s'est d'abord référée au domaine économique et a souligné que les conditions économiques ne se sont pas améliorées depuis 1990 pour les 8 millions d'habitants d'Haïti et que les revenus de 75% de la population ne dépassent pas 2,5 dollars américains par jour, voire même à peine 1 dollar par jour dans certains cas. Actuellement, il n'existe aucune statistique sur l'emploi, mais on estime que 70% de la population est au chômage, dont environ 50% de personnes sous-employées. Une grande partie de la population économiquement active ne reçoit que des revenus de subsistance.

La représentation des femmes a toujours été très faible. Dans les 205 ans d'histoire républicaine du pays seule Ertha Pascal Trouillot a été chef de l'État pendant un an. En 2003, il y avait six femmes au Sénat sur un total de 17 membres et seulement trois députées sur un total de 80 membres dans la Chambre des Représentants. Après les dernières élections on constate la présence d'une seule femme sur un total de 30 sénatrices et de six femmes sur un total de 99 députés. Sur 147 partis politiques, seulement deux sont dirigés par des femmes.

La DISCRIMINATION est un fait et une douloureuse injustice qui empêche les femmes d'exprimer pleinement leurs talents. Il existe des facteurs liés à la culture qui affectent les femmes, tels que les responsabilités familiales traditionnelles, la monoparentalité féminine et la pauvreté, le manque de préparation, et la violence contre les femmes. Elle affirme que la pauvreté est un obstacle qui peut mettre en péril l'insertion des femmes sur le marché du travail.

Il faut continuer à combattre l'INÉGALITÉ. Il faut redéfinir la politique d'éducation et réviser les programmes d'enseignement pour prévenir la discrimination et les facteurs qui menacent la cohésion sociale.



L'oratrice signale l'importance de construire un pays dans lequel les femmes ne soient pas marginalisées et soient admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité. D'autre part, elle a souligné le manque de préparation des femmes pour relever les défis et faire face aux exigences, ainsi que le chantage sexuel dont elles sont souvent victimes.

D'autres facteurs que l'intervenante a mentionnés pendant son exposé sont liés à certains aspects culturels, tels que les responsabilités familiales, la féminisation de la pauvreté et la situation des chefs de familles, ainsi que le fait que le viol ait été systématiquement utilisé comme une arme politique.

Finalement, elle a mis en exergue l'importance de définir une nouvelle politique d'éducation qui permette d'éliminer les stéréotypes dans les programmes d'enseignement, puisqu'ils renforcent la discrimination et menacent la cohésion sociale. Pour conclure, elle a déclaré que l'égalité devient réelle quand les règles sont les mêmes pour tous ceux qui sont sur la ligne de départ.

Les conclusions du débat sont présentées à la fin de la synthèse du Panel 5, composée par les discours de la sénatrice Edmonde Beauzile et des députées qui ont participé à la Table ronde.

Table ronde

«L'expérience d'Haïti lors des dernières élections : le cas des politiciennes »

Participants :

- Sénatrice d'Haïti : Edmonde Supplice Beauzile.
- Députées d'Haïti : Marie Jossie Etienne, Guerda Benjamin

Bellevue, Ruffine Labbé, Ogligne Pierre et Marie Denise Bernadeau.

Les cinq députées et la sénatrice qui ont assisté à la réunion ont eu l'occasion de parler de l'intérêt de leur travail à l'Assemblée législative et des tâches

difficiles qu'elles doivent réaliser dans les conditions actuelles d'Haïti. Les chiffres mentionnés montrent clairement qu'Haïti est le pays avec le taux le plus bas de participation des femmes dans les affaires politiques et dans la vie nationale. Le fait que seulement 6 des 129 personnes qui composent le Parlement sont des femmes est un reflet fidèle de la situation actuelle du pays.

Le problème de la sécurité revêt une grande importance, et de nombreuses femmes politiques ont été agressées lors de la dernière élection, une d'entre elles a disparu et une autre a été sévèrement battue. On a souligné que leur participation devrait contribuer à renforcer la démocratie et l'État de droit. Toutefois, elles continuent à être confrontées à de nombreux défis et obstacles liés à l'éducation, à la discrimination, à la sécurité et au manque de financement et de soutien au sein de leurs propres partis politiques.

Au moment des commentaires, il a été signalé que l'inégalité persiste dans l'ensemble des pays de l'Amérique et qu'il fallait innover dans notre lutte. Nous sommes appelées à réagir et à soutenir notamment nos collègues en Haïti. Nos collègues du Chili ont soutenu la proposition de proclamer un manifeste avec plusieurs autres compagnes pour qu'il soit approuvé par la Réunion, ce qui a été immédiatement fait. Ce manifeste est présenté à la fin du présent document.

Pendant la Table ronde, le processus politique d'Haïti a été révisé depuis son indépendance précoce en 1804 jusqu'aux conquêtes des femmes avec la création de la Ligue féminine d'action sociale (1934), et en 1950 le droit de vote et le droit à se présenter comme candidate, avec des périodes où l'accès au plein exercice de leurs droits variait. L'accent a aussi été mis sur les obstacles qu'elles ont dû surmonter au sein d'une société patriarcale et discriminatoire, et à cause de l'accès restreint à la formation et à l'éducation formelle.

En matière électorale et dans le cadre des dernières élections lors desquelles les femmes n'ont gagné que six sièges à l'assemblée législative,



il a été mentionné qu'elles se battent pour conquérir une place en politique en exerçant une pression contre les détenteurs traditionnels du pouvoir dans un cadre culturel d'assujettissement, de marginalisation vers les tâches ménagères et de faible participation dans le domaine académique. Sur 53 candidates qui se sont présentées aux 2010-2011, 45 pour la Chambre des représentants et huit pour le Sénat, seule six ont été élues. Lors de la Table ronde, la députée Bernadeau a dénoncé des agressions contre les femmes en Haïti : une de ses collègues a disparu, deux ont été hospitalisées et une autre a été sévèrement battue.

Malgré toutes les obstacles qu'elles rencontrent, les femmes parlementaires estiment que les femmes haïtiennes sont présentes sur le marché du travail et dans les espaces publics et que peu à peu les associations pour la représentation des femmes en politique commencent à prendre forme. La participation des femmes aux affaires politiques d'Haïti est essentielle pour renforcer la démocratie et l'État de droit.

Comme corollaire de la participation à cette réunion, Edmonde Beauzile a déclaré qu'il fallait rêver d'un pays où les femmes ne soient plus jamais marginalisées et où elles aient la même valeur que les hommes dans l'arène politique. Un pays où les citoyennes et les citoyens soient égaux devant la loi et où les femmes seront admises à tous les emplois et postes publics selon leurs capacités et sans autre distinction que leurs vertus et leurs talents.

La Table ronde s'est achevée sur un applaudissement fraternel et solidaire de tous les participants à l'événement.



***Le leadership
politique des femmes :
plan d'action pour les Amériques***

VI. Extraits d'entretiens sur le FIPA et sur la rencontre



Durant l'événement, nous avons recueilli les opinions de certains parlementaires, observatrices et observateurs, ainsi que des oratrices sur le travail du FIPA et sur le développement de la rencontre « Leadership politique de la femme : Plan d'action pour les Amériques ». Malheureusement nous n'avons pas pu avoir l'opinion de tous.

Les réponses ont été très intéressantes. Ci-dessous nous présentons un extrait des entretiens et quelques fragments des réponses des hommes et des femmes parlementaires :

À PROPOS DU FIPA ET DE L'ÉVÈNEMENT

Réponses des parlementaires

Carmen Granados

Costa Rica

La principale contribution du FIPA est de nous faire voir que nous avons un potentiel énorme, de nous aider à prendre conscience de notre capacité de fonctionner au sein du Congrès et des contributions que nous pouvons offrir. Le FIPA m'a appris cela et m'a fait sentir que je dois transmettre le message à mon parlement ; je pense que cela est le meilleur résultat de la relation que nous avons établie avec le FIPA. Pour moi, le Groupe des femmes parlementaires du FIPA est synonyme de force et de croissance. Aujourd'hui je fais partie de ce groupe et je vais contribuer au développement du FIPA à d'autres niveaux et faire connaître davantage cette institution dans mon pays.

Minou Tavárez Miraval

République dominicaine

Ce qui impulse le monde sont les idées et il faut les socialiser, les partager et les débattre. Les idées doivent être perfectionnées, améliorées et arrosées comme des plantes. C'est surtout à cause de cela que cette réunion est importante ; les problèmes au fond sont les mêmes; derrière eux il y a toujours la pauvreté, l'injustice, la discrimination. L'importance de ces réunions est d'apprendre à nous aider et à profiter au maximum des forces et des compétences que nous avons. Une manière de le faire est certainement la décision de nous réunir dans des rencontres de ce type pour partager nos soucis et nous donner de la force.

Marie Jossie Etienne

Haïti

FIPA me permet de rencontrer les parlementaires d'Amérique latine et d'élargir l'éventail d'options pour résoudre les problèmes spécifiques de notre pays.

Le fait d'écouter les expériences d'autres parlementaires m'enrichit avant de retourner dans mon pays pour améliorer les choses en profitant des nouvelles idées entendues.

Guerda Benjamin

Haïti

C'est la première fois que j'assiste à un événement du FIPA et je suis sûre qu'avec les informations et les connaissances acquises je pourrai contribuer non seulement à l'émancipation des femmes, mais aussi à la construction d'un nouveau paradigme de comportement pour faciliter la prise de pouvoir.



Paco Moncayo

Équateur

La seule possibilité de partager des expériences entre législateurs et législatrices serait déjà une contribution suffisante du FIPA et du Groupe des femmes parlementaires du FIPA pour renforcer les capacités et pour promouvoir la participation des femmes dans la politique de leurs pays et, notamment, dans leurs parlements. Les cours de formation sont également très importants pour que les parlementaires puissent, en plus de leurs travaux réguliers, jouer leur rôle de représentation de genre. Le travail que nous avons fait en Équateur dans le domaine des femmes municipalistes est important et il mérite d'être analysé. Nous l'avons mis en œuvre dans le cadre de la coopération interne et internationale avec d'excellents résultats.

Ruffine Labbé

Haïti

Je pense que cette réunion a représenté une contribution énorme, surtout en ce qui concerne l'échange d'idées, et cela nous permettra d'être beaucoup plus pragmatique dans l'exercice de nos fonctions en tant que législatrices haïtiennes.

Mónica Zalaquett

Chili

Le FIPA nous donne une occasion de renforcer des réseaux entre les femmes qui ont choisi de travailler dans le domaine du service public et de la politique de nos pays. Le FIPA nous aide également à avoir une perspective régionale concernant certaines réalités qui nous affectent, par exemple, le phénomène dénommé « économie des soins ».

Graciela Iturraspe

Argentine

Je pense que la principale contribution du FIPA est la formation et l'ouverture des espaces de participation ; je considère que c'est un défi que le FIPA devrait aborder. L'autre question en rapport avec certaines des conclusions de cette réunion concerne la formation des nouveaux législateurs ; entre le moment où le législateur entre pour la première fois au Congrès et le moment où il comprend les principes élémentaires de fonctionnement les six à huit mois qui s'écoulent peuvent être considérés comme perdus ; je crois que dans ce domaine, le FIPA pourrait jouer un rôle très important.

María Elena Ruiz Yera

Cuba

Je crois que cette réunion du FIPA a été très importante, notamment pour les femmes cubaines, car nous avons eu l'occasion de connaître les pensées des représentants de tous les pays présents et je pense qu'avec le Plan d'action que nous avons conçu, surtout pour les Amériques, nous pourrions parvenir à une majeure participation et à une plus grande intégration pour connaître et travailler sur des aspects très spécifiques.

J'ai été très impressionnée par la situation en Haïti et par les femmes haïtiennes qui actuellement ont besoin de nous et cherchent désespérément de l'aide pour leur peuple.

Magda Rodríguez

République dominicaine

Ici nous apprenons des stratégies pour exercer le pouvoir et pour nous donner de la force mutuellement.



Réponses des observatrices, des observateurs et des organismes de parrainage de l'événement

ONU Femmes

Amaia Pérez - Représentante de la Directrice exécutive d'ONU Femmes, Dr Michelle Bachelet

ONU Femmes a collaboré avec le FIPA à d'autres reprises. Pour nous il est très important d'ouvrir ces espaces de collaboration et de dialogue entre les femmes élues et les femmes parlementaires afin qu'elles puissent élaborer des programmes et de voies de communication conjoints ; dans ce sens, notre devoir est de les soutenir inconditionnellement.

Je pense que l'objectif qui devrait unir ONU Femmes et le FIPA est le renforcement des mécanismes pour que les femmes, dans ce cas les femmes parlementaires, collaborent et travaillent dans le but de promouvoir la participation politique des femmes et d'augmenter le nombre de parlementaires à d'autres niveaux. Nous aimerions beaucoup voir davantage de femmes élues à différents niveaux - local et autres, étant donné que les femmes constituent 50% de la population mondiale et qu'elles doivent être représentées dans les organismes chargés de prendre des décisions, aux gouvernements et à tous les niveaux dans une proportion adéquate.

Nielsen Pérez

Notre présidente exécutive, le Dr Michelle Bachelet, a souligné l'importance de la diversification des voix des femmes, du leadership et de la participation politique, thème qui forment les axes clés du plan stratégique d'ONU-Femmes. Dans le cadre de ce plan, nous souhaitons augmenter la participation

et la représentation des femmes, et améliorer les outils et les instruments de protection ; je pense donc qu'il est possible de faire un travail très important en collaboration avec le FIPA servant non seulement à renforcer le leadership et la qualité de l'exercice des femmes parlementaires, mais aussi à légiférer dans tous les domaines qui concernent le travail des parlementaires : le contrôle, la législation, etc.

Les femmes parlementaires peuvent améliorer des outils très importants pour le suivi, le contrôle politique et la législation en matière d'égalité de genre afin que les lois promulguées soient réellement appliquées dans la pratique et soient dûment respectées pour protéger les droits des femmes et des filles.

MINUSTAH

Walter Sama

Je pense que le travail réalisé par le FIPA est très important. Le fait de convoquer les femmes parlementaires de l'hémisphère à une réunion à Saint-Domingue et de les réunir pour élaborer un programme politique des politiciennes est remarquable. Haïti représente un exemple classique de la faible représentation des femmes au niveau politique, en particulier au niveau parlementaire. Actuellement, le parlement haïtien a 129 membres dont six seulement sont des femmes.

Pour Haïti il est vraiment important que le FIPA ait pris en compte et invité TOUTES les femmes parlementaires, car les six représentantes sont présentes dans cette salle. Cette représentation de 100% est le fait le plus remarquable. Les femmes qui aujourd'hui représentent Haïti dans ce forum vont partager les expériences des autres parlementaires du continent avec leur peuple et, plus important encore, elles vont profiter des méthodologies, des approches, et du regard de chacun des pays représentés concernant la participation politique des femmes



dans les parlements.

Je crois que dans l'avenir le FIPA peut aider Haïti à mettre en œuvre le quota de participation des femmes, qui actuellement est de 30%. Bien que l'application de cette nouvelle loi reste un défi, je considère que le FIPA pourrait aider à mettre an œuvre ce mécanisme juridique pour accroître la participation des femmes au gouvernement.

PNUD

Raïssa Crespo - responsable du secteur du genre. Consultante pour l'Unité de gouvernance démocratique.

Le FIPA propose de nombreuses activités de ce genre qui sont plutôt des activité de formation ; elles sont certainement très importantes et nécessaires, surtout parce qu'elles favorisent le contact humain. L'oratrice admet les difficultés rencontrées pour maintenir ce contact de façon régulière, mais elle a souligné la possibilité de créer un canal de communication permanent grâce à des technologies, telles que le réseau Internet, et d'établir une communauté de pratique, une communauté de consultation qui, dans le cas du PNUD, s'est constituée à travers América Latina Genera.

Cet échange permanent permet aux femmes parlementaires de poser des questions à d'autres collègues concernant des solutions ou des procédés qui ont été appliqués dans d'autres pays, et de profiter de ces expériences, évidemment adaptées au format, à la géographie ou à l'histoire de leur pays. Le fait de connaître les expériences vécues par d'autres et d'apprendre comment elles ont été mises en œuvre est toujours très important comme point de départ.

Cet échange d'expériences est extrêmement important et il faut essayer de le maintenir en permanence à travers Internet où grâce à une plateforme sur laquelle il soit possible de partager des documents, les résultats de recherches, etc. Plus tard, lorsque

cela sera possible, nous pourrons programmer une nouvelle réunion qui sera enrichie par ces échanges.

Réponses des oratrices

Milagros Ortiz Bosch

Ancienne vice-présidente de la République dominicaine

Ce fut l'occasion de nous réunir avec les membres du FIPA, de connaître l'expérience de femmes parlementaires de l'Amérique et principalement des Caraïbes et d'Haïti. Je pense que ce genre d'événements contribuent à unifier les idées, à chercher des méthodologies et à continuer d'avancer pour conquérir l'égalité pour les femmes, ce qui est extrêmement important à cause du capital social qu'elles représentent et parce que le jour où nous parviendrons à obtenir l'égalité, les hommes et la société en général vont concevoir de manière différente l'organisation de l'Etat ce qui sera très positif pour les finances publiques et pour le progrès de l'humanité.

Lourdes Contreras

Directrice exécutive du Centre pour les études de genre à l'Université INTEC - République dominicaine.

Cette rencontre du FIPA et de son groupe de femmes est utile pour toutes les femmes qui sont ici en tant que parlementaires. Le fait d'avoir un dialogue de cette nature est enrichissant, surtout parce qu'elles peuvent réaliser à quel point leurs problèmes sont communs à toutes et connaître les différentes solutions envisagées dans chaque pays.



***VIII. Manifeste
pour Haïti***



MANIFESTE

Aujourd'hui, le 1er juillet 2011, nous, les femmes parlementaires de toutes les délégations représentant leur pays à travers les sénateurs, députés et membres de l'Assemblée nationale des pays membres du Forum interparlementaire des Amériques (FIPA), réunies à Saint-Domingue, République dominicaine, à l'occasion d'une rencontre de formation appelée « Leadership politique de la femme : Plan d'action pour les Amériques », après avoir écouté l'intervention de toutes les législatrices haïtiennes (1 sénatrice et 5 députées) dans le plein exercice de leurs fonctions, manifestons ce qui suit :

1. Nous exprimons notre profonde solidarité envers les parlementaires haïtiennes et leur travail.
2. Nous dénonçons et condamnons la violence politique, physique et psychologique contre nos collègues parlementaires haïtiennes.
3. Nous demandons que, dans chacun des parlements représentés ici aujourd'hui, cette violence soit rendue visible et qu'un projet d'accord ou de résolution condamnant explicitement ces actes soit rédigé.
4. Nous suggérons que depuis nos parlements nous contrôlions les ressources que certains de nos pays envoient à Haïti, pour garantir que leur destination et leur utilisation soient celles qui ont été prévues, puisque ces ressources sont destinées à accompagner la reconstruction matérielle et institutionnelle de la population et de l'État haïtien.



VIII. Plan d'action



**LEADERSHIP POLITIQUE DE LA FEMME:
PLAN D'ACTION POUR LES AMÉRIQUES
Groupe des femmes parlementaires du FIPA**

Saint Domingue, 30 juin et 1er juillet 2011

VERSION PRÉLIMINAIRE DU PLAN D'ACTION

Ce document correspond aux participants à la réunion

« LEADERSHIP POLITIQUE DE LA FEMME »

Axes de travail

a) Programme politique des femmes

1. Orienter nos efforts législatifs dans chaque pays vers la définition et la mise en œuvre d'un programme de travail législatif et politique qui favorise la protection efficace des droits de la femme dans toute leur diversité et qui permette d'obtenir des résultats objectivement vérifiables concernant la fonction des autorités publiques responsables.
2. Promouvoir entre les femmes qui exercent la fonction parlementaire des manifestations concrètes de rejet aux politiques clientélistes qui subsistent encore dans certains parlements, qui nuisent et qui entravent la participation légitime des femmes dans la fonction législative.

b) Programme législatif

3. Afin de changer la situation d'inclusion politique fictive des femmes dans la pratique politique nous devons revendiquer les lois sur la parité, l'alternance et les quotas pour les femmes, et garantir leur application pratique pour combattre l'inclusion fictive des femmes dans les pays où cela est considéré approprié.
4. Promouvoir la création de groupes de travail composés de législateurs et de législatrices dans chacun des parlements

représentés à la rencontre « Leadership politique de la femme : Plan d'action pour les Amériques » pour faire respecter les droits des femmes.

5. Engager une action législative visant à créer de nouveaux outils pour éradiquer toutes les formes de violence et mettre en place des mécanismes de contrôle des gouvernements sur leur application.

c) Programme de formation

6. Promouvoir l'éducation politique des femmes parlementaires, notamment en ce qui concerne l'exercice de leur premier mandat législatif, afin de renforcer leurs compétences opérationnelles, techniques et personnelles pour exercer le leadership législatif et parlementaire, à travers des programmes modulaires couvrant la diversité thématique que cette tâche exige.

7. Établir et soutenir des mécanismes de négociation avec les pouvoirs publics pour faire avancer les revendications de genre dans chacun des parlements représentés à la réunion « Leadership politique de la femme : Plan d'action pour les Amériques ».

d) Programme de Communication

8. Mettre en place un réseau de soutien, de promotion et d'échange d'expériences et bonnes pratiques législatives en utilisant comme plateforme la page d'Internet de FIPA (prochainement ParlAmericas) qui commencera à fonctionner en septembre prochain.

9. Unir nos efforts pour changer la sensibilité des médias concernant les femmes politiques, à travers des stratégies de visibilité et des campagnes mettant en évidence les préjugés des médias.



***IX. Liste des femmes et des hommes
parlementaires participants***



Graciela Iturraspe
Députée



Alejandra Sepúlveda Orbenes
Députée

Mónica Zalaquett Said
Députée



Lina María Barrera Rueda
Représentant



Carmen María Granados Fernández
Députée



María Elena Ruíz Yera
Députée



Shiram Diana Atamaint
membre de l'Assemblée

Linda Machuca Moscoso
membre de l'Assemblée

Emilia Maruja Jaramillo Escobar
membre de l'Assemblée

María Paula Romo
membre de l'Assemblée

Paco Moncayo Gallegos
membre de l'Assemblée



Blanca Noemi Coto Estrada
Députée

Carmen Elena Figueroa
Députée



Edmonde Supplice Beauzile
Sénateur

Marie Jossie Etienne
Députée

Guerda Benjamin
Députée

Marie Dénise Bernadeau
Députée

Ogline Pierre
Députée

Ruffine Labbé
Députée



Blanca Judith Díaz Delgado
Sénateur

María del Carmen Izaguirre Francos
Députée

María del Carmen Guzmán Lozano
Députée

Norma Esparza Herrera
Sénateur

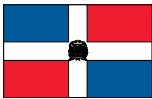
Magdalena Torres Abarca
Députée



Irma de Jesus Dávila Lazo
Députée



Karina Juliza Beteta Rubín
membre du Congrès



Adalberto Esteban Rosa Hernández
Députée

Adalgisa Fátima Pujols
Députée

Altagracia Herrera Brito
Députée

Altagracia González
Députée

Amarilis Santana Cedano
Sénateur

Ana Miledy Cuevas
Députée

Angela Pozo
Députée

Aquiles Ledesma Alcántara
Députée

Barbara Yvelice Abreu Grullón
Députée

Catalina Paredes Pinales
Députée

Cristóbal Venerado Castillo Liriano
Députée

David Herrera
Députée

Eufracia Santiago Merán
Députée

Evangelina Sosa Vázquez
Députée

Evelin Andújar Matos
Députée

Gilda Moronta
Députée

Guadalupe Valdéz San Pedro
Députée

Isabel de la Cruz Javier
Députée

Johanny Mercedes Guzmán Rodríguez
Députée

José Antonio Díaz Reyes
Députée



José Francisco López Chávez
Députée

Juan Maldonado
Députée

Kenia Milagros Mejía
Députée

Magda Rodríguez Azcona
Députée

María Cándida Sánchez
Députée

Minou Tavárez Mirabal
Députée

Noris Elizabeth Medina Medina
Députée

Pedro Enrique De Óleo Veras
Députée

René Polanco Vidal
Députée

Santo Ramírez Bethancourt
Députée

Sonya Abreu Villanueva
Députée



Jennifer Simons
M.P. et Haut-parleur de la Maison

Noreen Hoi-Lai Cheung
M.P.



Paula Gopee-Scoon
M.P.

Josefa Castillo
Députée

Juana Vicente
Députée

Lucía A. Alba López
Députée

María Amparo Martínez
Députée

Miguel Angel Jazmín De La Cruz
Députée

Nancy Altagracia Santos Peralta
Députée

Olfalida Almonte
Députée

Rafael Tobías Crespo Pérez
Députée

Rosa Sonia Mateo Espinosa
Sénateur

Severina Gil Carrera
Députée

Jenny P. Soedardjo-Warsodikromo
M.P.

Stacy Roopnarine
M.P.



Le travail utilisé sur la couverture de cette publication correspond à l'artiste équatorienne, internationalement reconnue, Pilar Bustos, qui a fait cette œuvre spécialement pour cette édition, en l'honneur de Minerve, Patria et Maria Teresa Mirabal.

Les lignes du contour ébauchent les visages des héroïnes Dominicaines, et ce livre décrit les principaux axes de travail pour avancer dans la construction des droits des femmes, pour des femmes et par des femmes.

GROUPE DES FEMMES PARLEMENTAIRES DU FORUM INTERPARLEMENTAIRE DES AMÉRIQUES

Foro Interparlamentario de las Américas
Fórum Interparlamentar das Américas



Inter-Parliamentary Forum of the Americas
Forum interparlementaire des Amériques